

MAY 2 1977



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE

Distr.
GENERALEA/32/73
28 avril 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Points 90 et 93 de la liste préliminaire^x

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUE EN VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

QUESTION DU TIMOR ORIENTAL

Note verbale datée du 20 avril 1977, adressée au Secrétaire général par le chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le chargé d'affaires par intérim du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, à propos de sa note datée du 20 décembre 1976 concernant les renseignements que les puissances administrantes doivent communiquer au sujet des territoires non autonomes en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, a l'honneur, d'ordre de son gouvernement, de l'informer de ce qui suit :

1. Le Portugal a cessé d'exercer effectivement sa souveraineté sur le territoire du Timor en août 1975 lorsque, à la suite des incidents violents qui s'y étaient produits, le Gouverneur de l'île a dû quitter le territoire et se réfugier avec ses principaux collaborateurs civils et militaires dans l'île de Atauro. Le Gouverneur et les autres fonctionnaires de l'administration portugaise ont ensuite quitté cette île et ne sont jamais retournés à Timor.
2. En décembre 1975, des forces armées de la République d'Indonésie ont attaqué et occupé le territoire du Timor, ce dont le Gouvernement portugais a dûment informé l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Les résolutions de l'Assemblée générale 3485 (XXX) du 12 décembre 1975 et 31/53 du 1er décembre 1976, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité 384 (1975) du 22 décembre 1975 et 389 (1976) du 22 avril 1976 ont trait à cette question.

^x A/32/50/Rev.1.

3. Dans ces conditions, les seuls renseignements qui pourraient être transmis pour 1975 porteraient sur les premiers mois de l'année, période au cours de laquelle le Gouvernement portugais estime qu'il ne s'est produit dans le territoire aucune modification ou réforme importantes justifiant qu'il communique d'autres renseignements que ceux qu'il a envoyés le 5 janvier 1975 pour l'année 1974. Pour ce qui est de l'évolution politique et constitutionnelle, il estime également que l'Organisation des Nations Unies est pleinement informée de la question et qu'il est donc superflu de lui transmettre de nouveaux renseignements.

4. En ce qui concerne l'année 1976, la situation exposée plus haut, qui a empêché le Gouvernement portugais d'administrer effectivement le territoire (présence au Timor de forces armées de la République d'Indonésie) est restée la même. Le Gouvernement portugais est donc dans l'impossibilité de fait de communiquer, en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, le moindre renseignement concernant le Timor.

Le chargé d'affaires par intérim du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies serait obligé au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 90 et 93 de la liste préliminaire.
